

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 avril 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 18 avril 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à la lettre de mon prédécesseur datée du 21 novembre 2003 (S/2003/124). Le Comité contre le terrorisme a reçu le troisième rapport ci-joint du Brunéi Darussalam en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(Signé) Ellen Margrethe Løj



Annexe

**Note verbale datée du 18 mars 2005, adressée à la Présidente
du Comité concernant la lutte antiterroriste par la Mission
permanente du Brunéi Darussalam auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

La Mission permanente du Brunéi Darussalam présente ses compliments à la Présidente du Comité et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le troisième rapport du Brunéi Darussalam présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Troisième rapport du Brunéi Darussalam au Comité contre le terrorisme

En ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1373 aux termes duquel tous les États « préviennent et répriment le financement des actes de terrorisme », veuillez indiquer les lois nationales adoptées par le Brunéi Darussalam pour donner effet aux dispositions de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, en particulier en ses articles 2, 5, 8 et 18.

1. Les infractions visées aux articles 2 et 5 de la Convention sont réprimées par les articles 3, 4 et 5 du décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres).

2. L'article 3 interdit à toute personne se trouvant sur le territoire du Brunéi Darussalam, à tout ressortissant du Brunéi Darussalam ou à toute société constituée ou immatriculée conformément à la loi de ce pays de fournir des fonds à toute personne se trouvant à l'extérieur du territoire du Brunéi Darussalam par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, ou d'en assurer la collecte à son intention, lorsqu'elle sait ou a de bonnes raisons de penser que les fonds en question serviront à commettre un acte terroriste ou à en faciliter la commission.

3. L'article 4 interdit à toute personne se trouvant sur le territoire du Brunéi Darussalam, à tout ressortissant de ce pays ou à toute société constituée ou immatriculée conformément à la loi du pays de se livrer à l'une quelconque des activités ci-après à l'extérieur du territoire du Brunéi Darussalam.

a) Faire le commerce, directement ou indirectement, de tout bien appartenant à un terroriste ou contrôlé par lui ou en son nom, ou à toute autre personne dépendant d'un terroriste ou sous son emprise, y compris les fonds provenant de biens appartenant à ce terroriste ou contrôlés par lui, directement ou indirectement, ou à toute personne dépendant de ce terroriste ou sous son emprise;

b) Conclure ou faciliter, directement ou indirectement, toute transaction financière se rapportant au bien visé à l'alinéa a) ci-dessus; ou

c) Fournir tous services financiers ou autres services connexes se rapportant à tout bien visé à l'alinéa a) ci-dessus au bénéfice ou sur instruction ou ordre de tout terroriste ou de toute autre personne dépendant de lui ou sous son emprise.

4. L'article 5 du décret interdit à toute personne se trouvant sur le territoire du Brunéi Darussalam, à tout ressortissant de ce pays ou à toute société constituée ou immatriculée conformément à la loi du pays de mettre des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques à la disposition de tout terroriste, de toute personne dépendant de lui ou sous son emprise, ou de toute personne agissant au nom ou sur instruction de ce terroriste ou de toute personne dépendant de lui ou sous son emprise se trouvant à l'extérieur du territoire du Brunéi Darussalam, ainsi que de fournir à ces personnes des services financiers ou des services connexes.

5. Toute personne se trouvant sur le territoire du Brunéi Darussalam et tout ressortissant du Brunéi Darussalam contrevenant aux articles 3, 4 et 5 du décret est coupable d'un délit et passible d'une amende d'un montant maximum de 100 000 dollars du Brunéi ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq ans, ou des deux à la fois.

6. Toute personne qui commet ou tente de commettre un acte réprimé par les articles 3, 4 et 5 du décret, ou qui conseille, recrute, aide une autre personne à commettre cet acte, l'y incite ou conspire avec elle à cette fin (sur le territoire du Brunéi Darussalam ou en dehors), commet une infraction sanctionnée par les articles susmentionnés et est passible d'une amende d'un montant maximum de 100 000 dollars du Brunéi, ou d'une peine de prison n'excédant pas cinq ans, ou des deux à la fois.

7. Lorsqu'il s'avère qu'une infraction réprimée par les articles 3, 4 et 5 a été commise par une personne morale avec le consentement ou la complicité, ou du fait de la négligence, de tout directeur, administrateur, secrétaire général ou autre responsable de rang analogue de cette personne morale, ou de quiconque est censé agir en son nom ou y détient une participation majoritaire, ladite personne et la personne morale sont coupables de cette infraction, passibles de poursuites et sanctionnées en conséquence.

8. Pour ce qui est des obligations découlant de l'article 8 de la Convention, l'article 12 du décret de 2002 dispose que toutes les institutions financières du Brunéi Darussalam sont tenues de geler les fonds appartenant à des individus/organisations considérés comme suspects par le Conseil de sécurité. Toutes ces institutions ont alors l'obligation d'informer le Ministre des finances de l'existence de tous avoirs appartenant à des individus ou entités identifiés par le Conseil de sécurité dans des délais précis. Toute institution financière qui ne respecte pas la directive publiée en vertu de l'article 12 du décret de 2002 est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'un montant maximum de 20 000 dollars du Brunéi.

9. En tant que membre du Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de l'argent (GAP), le Brunéi Darussalam respecte et met en œuvre les 40 recommandations du Groupe d'action financière internationale (GAFI) et ses 9 recommandations spéciales.

Veuillez indiquer les dispositions pertinentes des lois du Brunéi Darussalam qui obligent les institutions financières à signaler les transactions financières douteuses.

10. L'obligation de fournir des informations sur toute transaction financière et tout bien douteux est énoncée à l'article 8 du décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres).

11. Les articles 14 et 16 du décret de 2000 sur le blanchiment de l'argent prévoit des procédures internes permettant d'identifier les personnes impliquées dans de telles opérations et de recueillir les éléments de preuve les concernant.

Veuillez préciser si la législation du Brunéi Darussalam prévoit que les institutions ou entités non financières (par exemple les avocats ou les notaires) sont également tenues de fournir ces informations et passibles de sanctions en cas de non-respect de cette obligation.

12. À l'heure actuelle, les dispositions du décret de 2000 sur le blanchiment de l'argent et de celui de 2002 sur la lutte contre le terrorisme ne concernent que les institutions financières définies par le décret de 2000 sur le blanchiment de l'argent et ne s'étendent pas à d'autres professionnels comme les avocats ou les notaires.

13. L'annexe au décret sur le blanchiment de l'argent sera révisée de manière à élargir la définition des termes institutions financières et à se conformer aux 40 recommandations du GAFI et à ses 9 recommandations spéciales.

Veillez indiquer les sanctions encourues pour non-respect de l'obligation de faire rapport. Existe-t-il un groupe spécial du renseignement financier ou autre organisme chargé de veiller au respect de cette obligation?

14. Le non-respect de l'obligation de fournir des informations est un délit au titre de l'article 8 du décret de 2002, qui est passible d'une amende d'un montant maximum de 100 000 dollars du Brunéi ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée n'excédant pas cinq ans ou des deux à la fois, comme prévu à l'article 13 du décret.

15. La Division des institutions financières et le Centre financier international du Brunéi, qui relèvent du Ministère des finances, sont les organes chargés de veiller au respect de ces obligations.

En ce qui concerne l'article 42 de la loi de 1984 sur la sécurité intérieure, veuillez indiquer :

- Si les termes « tout terroriste » s'entendent des terroristes étrangers?
- Si les termes « zone de sécurité » se réfèrent à des territoires situés en dehors du Brunéi Darussalam? Dans le cas contraire, veuillez préciser les mesures que le Brunéi Darussalam se propose de prendre pour donner pleinement effet aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 1373 aux termes duquel les États « érigent en crime la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme ».

16. Le terme « terroriste » figurant dans la loi de 1984 sur la sécurité intérieure s'entend bien aussi des terroristes étrangers.

17. Les termes « zone de sécurité » figurant dans la loi sur la sécurité intérieure se réfèrent à des zones situées sur le territoire du Brunéi Darussalam.

18. Cependant, le décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres) interdit à toute personne se trouvant au Brunéi Darussalam de collecter des fonds dans le but de commettre des actes terroristes, que ce soit au Brunéi Darussalam ou ailleurs (ce qui est pleinement conforme aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 1373).

Veillez indiquer de manière détaillée comment le Brunéi Darussalam met en œuvre, ou se propose de mettre en œuvre, cette loi ou des lois futures qui permettraient aux autorités nationales de geler des fonds, des avoirs financiers, etc., à la demande d'un autre État.

19. Le décret de 2000 sur les agissements criminels (récupération du produit du crime) prévoit l'adoption des mesures nécessaires pour mettre en œuvre les ordonnances judiciaires de confiscation, de saisie ou de saisie-exécution et pour faciliter la mise en œuvre des ordonnances de ce type prises à l'étranger. Pour que les autorités du Brunéi Darussalam puissent geler des fonds, avoirs financiers, etc., à la demande d'un autre État, ce dernier doit être désigné dans l'annexe au décret. Cette désignation se fait sur accord entre le Brunéi Darussalam et l'État concerné. Aucun État n'est ainsi désigné à l'heure actuelle.

20. Le Brunéi Darussalam peut examiner les demandes de gel de fonds et d'avoirs financiers émanant d'États parties à la Convention internationale sur la répression du financement du terrorisme. Ces demandes peuvent également être présentées par l'intermédiaire d'Interpol et seront traitées par la Police royale du Brunéi conformément à l'article 11 du décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres).

Veuillez indiquer les dispositions juridiques en vigueur au Brunéi Darussalam qui réglementent les opérations d'organismes ou de services parallèles de virement de fonds aux fins de la mise en œuvre effective du paragraphe 1 de la résolution 1373, à savoir les États :

- a) « Préviennent et répriment le financement des actes de terrorisme »;
- b) « Érigent en crime la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme »;
- c) « Gèlent sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent, ou tentent de commettre, des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles, et des personnes et entités agissant au nom, ou sur instruction, de ces personnes ou entités, y compris les fonds provenant de biens appartenant à ces personnes, et aux personnes et entités qui leur sont associées, ou contrôlés, directement ou indirectement, par elles »;
- d) « Interdisent à leurs nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes à la disposition, directement ou indirectement, de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles et de personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes.

21. À l'heure actuelle, hormis les banques, qui sont régies par la loi sur les banques (CAP 95) et la loi islamique sur les banques (CAP 168), il existe 34 organismes d'envoi de fonds et 33 services de change, qui opèrent en vertu du décret de 1994 sur l'envoi de fonds et le change.

22. En vertu du paragraphe 1 de l'article 6 de ce décret, « nul ne peut fournir des services d'envoi de fonds à moins de détenir une licence valide l'y autorisant ».

23. Au titre du paragraphe 2 de l'article 6 du décret « toute violation du paragraphe 1 est passible d'une amende d'un montant maximum de 10 000 dollars du Brunéi ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an, ou des deux à la fois ».

24. Le Brunéi Darussalam réglemente les services parallèles d'envoi de fonds au moyen du décret susmentionné. Les activités de quiconque ne respecte pas les dispositions sont considérées comme illégales et sont passibles d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement comme indiqué ci-dessus.

En l'absence de dispositions permettant la mise en œuvre effective du paragraphe 1 de la résolution 1373, veuillez indiquer les mesures que le Brunéi Darussalam se propose de prendre pour en intégrer la teneur dans son droit interne.

25. Sans objet, étant donné que le décret de 1994 sur l'envoi de fonds et le change réglemente le système parallèle d'envoi de fonds au Brunéi Darussalam.

Le Brunéi Darussalam indique que l'article 6 de la loi de 1958 sur l'immigration est applicable, sauf en cas d'exemption. Veuillez indiquer en quoi cette exemption est conforme aux dispositions des alinéas susmentionnés. Veuillez également préciser si une personne soupçonnée d'activités terroristes est considérée comme « interdite d'entrée sur le territoire » – au titre de l'article 8 de la loi de 1958 sur l'immigration.

26. En vertu de l'alinéa k) de l'article 8 de la loi sur l'immigration, sont notamment interdites d'entrée sur le territoire les personnes qui sont soupçonnées d'activités terroristes sur la base d'informations reçues par le Directeur des services de l'immigration et obtenues auprès d'une source fiable ou d'un autre État par la voie diplomatique ou d'autres voies officielles.

En ce qui concerne la mise en œuvre effective de l'alinéa d) du paragraphe 2 de la résolution 1373 aux termes duquel les États « empêchent que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme n'utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États », le Brunéi Darussalam indique dans son rapport complémentaire, que la législation en vigueur ne contient pas de dispositions se rapportant à cet élément de la résolution. Veuillez indiquer comment le Brunéi Darussalam se propose de remédier à ce problème.

27. Le financement du terrorisme relève du décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres) et de l'article 42 de la loi de 2002 sur la sécurité intérieure.

28. Étant donné qu'il n'existe pas au Brunéi Darussalam de lois traitant expressément de la planification, de la facilitation ou de la commission d'actes terroristes, la législation en vigueur sera révisée de manière à inclure un certain nombre d'infractions précises se rapportant au terrorisme. Pour l'instant, le Brunéi Darussalam applique les mesures préventives prévues dans la loi de 1984 sur la sécurité intérieure.

29. Le Brunéi Darussalam promulguera en outre le décret sur l'entraide en matière pénale afin de faciliter l'assistance internationale, notamment dans les domaines suivants :

- a) L'obtention de preuves, de documents, d'articles ou autres éléments;
- b) L'adoption de dispositions permettant à des individus, y compris à des détenus, de témoigner ou de faciliter une enquête;
- c) La confiscation de biens ayant un rapport avec les infractions visées;
- d) La fourniture de documents;
- e) L'identification et la localisation de personnes;
- f) L'exécution d'avis de recherche et d'ordonnances de saisie;
- g) La fourniture des originaux ou de copies certifiées conformes des documents et dossiers et de fichiers pertinents, y compris ceux du Gouvernement, des banques, des organismes financiers, des sociétés ou des entreprises. Les fichiers du Gouvernement peuvent être fournis à condition qu'ils relèvent du domaine public conformément aux lois du pays;
- h) Tout autre type d'assistance qui n'est pas contraire aux lois du Brunéi Darussalam.

30. Lorsqu'il entrera en vigueur, le décret sur l'entraide en matière pénale complètera le décret de 2000 sur les agissements criminels (Récupération du produit du crime) et le décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres). L'alinéa d) du paragraphe 2 de la résolution 1373 sera donc pleinement mis en œuvre.

L'application efficace des alinéas d) et e) du paragraphe 2 de la résolution 1373, à savoir les États d) « empêchent que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme n'utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États », et e) « veillent à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apportent un appui soient traduites en justice, à ce que, outre les mesures qui pourraient être prises contre ces personnes, ces actes de terrorisme soient érigés en crimes graves dans la législation et la réglementation nationales et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes », oblige chaque État à ériger en crime le fait pour quiconque d'utiliser son territoire dans le but de commettre un acte terroriste contre un autre État ou ses citoyens ou de financer, planifier ou faciliter la perpétration d'un acte terroriste. Les dispositions pertinentes du droit pénal du Brunéi Darussalam sont-elles applicables dans tous les cas suivants :

- Un acte commis en dehors du Brunéi Darussalam par une personne qui réside habituellement au Brunéi Darussalam (qu'elle s'y trouve à l'heure actuelle ou non);
- Un acte commis en dehors du Brunéi Darussalam par un étranger qui se trouve à l'heure actuelle au Brunéi Darussalam ?

31. Les tribunaux du Brunéi Darussalam ne sont pas compétents pour connaître de crimes commis en dehors du territoire par une personne qui réside habituellement au Brunéi Darussalam. Ils ont compétence pour connaître uniquement des crimes commis en dehors du territoire par les ressortissants du Brunéi Darussalam, conformément aux dispositions de l'alinéa f) de l'article 7 du Code de procédure pénale.

32. Les tribunaux du pays n'ont pas compétence pour connaître d'une affaire impliquant un étranger qui commet un délit en dehors du territoire du Brunéi Darussalam mais se trouve actuellement sur ce territoire. Si des actes sont commis en dehors du territoire du Brunéi Darussalam par un étranger qui se trouve actuellement au Brunéi Darussalam et peut être extradé en vertu de la loi sur l'extradition, le Brunéi Darussalam procédera à l'extradition à condition que le pays demandeur ait conclu avec lui un accord à cette fin conformément à la loi.

33. Le Brunéi Darussalam révisé la loi sur l'extradition et se propose d'introduire une législation détaillée sur la lutte contre le terrorisme pour mieux s'acquitter de ses obligations en vertu de la résolution 1373.

Le Brunéi Darussalam indique que les « actes terroristes » sont définis à l'article 2 du présent décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres). Veuillez donner des précisions sur cet article ainsi que sur les autres dispositions de la législation nationale qui concernent des infractions relevant du terrorisme.

34. Au sens de l'article 2 du décret de 2002, un « acte terroriste » s'entend du recours ou de la menace de recourir (au Brunéi Darussalam ou ailleurs) :

- a) À des actes qui :
 - i) Entraînent des violences graves à l'égard d'autrui;
 - ii) Causent des dégâts sérieux à la propriété;
 - iii) Mettent en danger la vie d'autrui;
 - iv) Présentent un risque grave pour la santé ou la sécurité de la population ou d'une partie de la population;
 - v) Comportent l'usage d'armes à feu ou d'explosifs;
 - vi) Se caractérisent par la diffusion dans l'environnement ou une partie de l'environnement, ou parmi la population ou une partie de la population :
 - a. De toute substance dangereuse, radioactive ou nocive;
 - b. De tout produit chimique toxique; ou
 - c. De tout agent microbien ou autre agent ou toxine biologique;
 - vii) Visent à entraver le fonctionnement de tout système informatique public ou la fourniture de services directement liés à l'infrastructure des communications, aux banques ou autres services financiers, aux services collectifs, aux transports publics ou à l'infrastructure de base du pays;
 - viii) Visent à empêcher la fourniture des services d'urgence essentiels; ou
 - ix) Portent atteinte à la sécurité publique ou à la défense nationale;

- b) À des actes qui visent, ou dont on a des raisons de penser qu'ils visent à :
 - i) Faire pression sur le Gouvernement ou tout autre gouvernement;
 - ii) Intimider la population ou une partie de la population.

35. En vertu de l'article 6 du décret de 2002, quiconque profère de fausses menaces d'actes terroristes commet un délit. Il est interdit à toute personne se trouvant au Brunéi Darussalam, tout ressortissant de ce pays et toute société constituée ou immatriculée conformément à la loi sur les sociétés (art. 39) de communiquer ou de diffuser par quelque moyen que ce soit en dehors du Brunéi Darussalam toute information dont il sait ou a des raisons de penser qu'elle est fausse dans l'intention d'amener autrui à croire qu'un acte terroriste a été, est ou sera commis.

36. L'article 42 de la loi de 2002 sur la sécurité intérieure dispose que toute personne qui, dans une zone de sécurité ou à l'extérieur de cette zone, exige, collecte ou reçoit des fournitures de toute autre personne dans des conditions qui permettent raisonnablement de supposer qu'elle a l'intention ou est sur le point d'agir, ou a récemment agi d'une manière préjudiciable à la sécurité publique ou au maintien de l'ordre public, ou que les fournitures ainsi exigées, collectées ou reçues sont destinées à une personne qui a l'intention ou est sur le point d'agir, ou a récemment agi de la sorte, ou pour le compte d'un terroriste, se rend coupable d'une infraction et encourt une peine d'emprisonnement à vie.

Le Brunéi Darussalam indique qu'en vertu de l'article 5 de la loi de 1983 sur l'extradition, une des restrictions concerne les délits de « caractère politique ». Il ajoute que la loi en question « est en cours d'examen et sera révisée pour veiller à en assurer la conformité avec la pratique internationale actuelle ». Veuillez indiquer les progrès accomplis dans ce sens.

37. Les services du Ministre de la justice ont établi le premier projet de texte révisant la loi sur l'extradition. Il y est envisagé, au lieu du « système de la liste » prévue dans la loi en vigueur, d'utiliser une démarche « fondée sur la sanction ». Il est aussi envisagé de revoir la restriction concernant la non-extradition d'une personne recherchée pour un délit de caractère politique, conformément aux dispositions du Plan de Londres qui s'applique au sein du Commonwealth.

Veuillez indiquer si la loi de 1983 sur l'extradition prévoit l'application du principe *aut dedere aut judicare* (devoir d'extrader ou de poursuivre en droit international) pour les délits visés à l'alinéa c) du paragraphe 2) de la résolution 1373 aux termes duquel « les États refusent de donner asile à ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou en recèlent les auteurs »?

38. À condition que l'infraction visée soit passible d'extradition, il ne peut y avoir extradition qu'à destination des pays qui sont cités dans l'annexe à la loi en vigueur. Cependant, le Brunéi Darussalam ne reconnaît à l'heure actuelle que certains actes terroristes visés dans des conventions de lutte contre le terrorisme intégrées au droit interne comme constituant des infractions passibles d'extradition au sens de la loi. Il s'agit de la Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs et de la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile à laquelle la loi de 2000 sur le détournement et la protection des aéronefs a donné force de loi, ainsi que de la

Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains actes survenus à bord des aéronefs à laquelle la loi de 2000 sur la Convention de Tokyo a donné force de loi.

Ces infractions sont-elles énumérées dans l'annexe de la loi de 1983 sur l'extradition?

39. Ces délits ne sont pas énumérés dans la loi en vigueur. Cependant, le Brunei Darussalam prévoit l'extradition des auteurs d'autres infractions relevant du terrorisme, à savoir : le recel des auteurs (art. 217 du Code de procédure pénale); les infractions et certains actes survenus à bord des aéronefs; le détournement d'aéronef et les actes nuisant à la sécurité des aéronefs, ainsi que les infractions visant les personnes jouissant d'une protection internationale.

Au cas où la réponse à la dernière question est affirmative, veuillez énumérer les délits figurant dans la liste.

40. Sans objet.

Si la réponse est négative, veuillez indiquer les mesures que le Brunei Darussalam se propose de prendre pour donner suite à cet élément de la résolution.

41. Comme indiqué au paragraphe 32, la nouvelle loi sur l'extradition sera axée sur les sanctions. Les délits visés à l'alinéa c) du paragraphe 2 seront passibles d'extradition.

Veuillez indiquer les mesures juridiques ou autres qui permettent aux autorités de fournir une assistance en matière d'enquête criminelle et de procédure judiciaire, conformément aux dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 2 de la résolution 1373 aux termes duquel les États « se prêtent mutuellement la plus grande assistance lors des enquêtes criminelles et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve qui seraient en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure ».

42. Veuillez vous reporter aux paragraphes 47 et 48 du rapport complémentaire du Brunei Darussalam, dans lesquels il est indiqué que le Procureur général est habilité à diligenter toute enquête criminelle ou procédure judiciaire au nom d'autorités de police étrangères.

43. En outre, en vertu de la loi sur l'extradition, le Ministre de la justice peut donner pour instruction à un magistrat d'entendre, aux fins de toute affaire criminelle en instance devant tout tribunal dans tout État étranger, un témoin qui est tenu de se présenter devant lui, de répondre à ses questions et de fournir les documents jugés nécessaires.

44. À l'heure actuelle, toute demande d'aide émanant d'autorités de police étrangères est transmise au Ministre de la justice par la voie diplomatique ou par l'intermédiaire d'INTERPOL et d'ASEANAPOL.

Dans son rapport complémentaire, le Brunei Darussalam indique qu'il peut fournir une aide en matière pénale aux États membres du Commonwealth. Veuillez préciser les dispositions juridiques et administratives en vigueur qui lui permettent de fournir cette aide aux États qui ne sont pas membres du Commonwealth.

45. L'élaboration du projet de loi sur l'entraide en matière pénale est achevée et le texte est sur le point d'être présenté à l'autorité législative pour adoption.

Veuillez indiquer l'état d'avancement du processus de ratification par le Brunei Darussalam des instruments concernant le terrorisme auxquels il n'est pas encore partie.

46. Le 4 décembre 2003, le Brunéi Darussalam a ratifié la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et le Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental. L'élaboration du projet de loi sur les infractions maritimes, qui permettra la mise en œuvre des dispositions de la Convention et du Protocole, est en voie d'achèvement.

47. La Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection et la Convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires sont encore à l'examen.

Veuillez indiquer l'état d'avancement de l'intégration dans le droit interne des instruments internationaux se rapportant au terrorisme que le Brunéi Darussalam a ratifiés en précisant, notamment, les sanctions dont sont passibles les infractions visées par les conventions et protocoles.

48. Les Conventions ci-après ont été intégrées au droit interne :

a) Le décret de 2000 sur les situations d'urgence (Convention de Tokyo) donne effet aux dispositions de la Convention de Tokyo de 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs. Les infractions qui sont énumérées à l'article 2 et les sanctions dont elles sont passibles correspondent à des infractions précises réprimées par le Code pénal;

b) La loi de 2000 sur les situations d'urgence (Détournement et protection des aéronefs) donne effet à la Convention de La Haye de 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. Toute personne coupable d'une infraction au titre de cette loi est passible d'une peine d'emprisonnement à vie;

c) La loi sur les personnes jouissant d'une protection internationale donne effet à la Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (1973). Les infractions énumérées à l'article 2 de la loi et les sanctions dont elles sont passibles correspondent à des infractions précises réprimées par le Code pénal;

d) Le décret de 2000 sur les situations d'urgence (Détournement et protection des aéronefs) donne effet à la Convention de Montréal de 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile. Toute personne coupable d'une infraction en vertu de ce décret est passible d'une peine d'emprisonnement à vie;

e) Le décret de 2002 sur la lutte contre le terrorisme (Mesures financières et autres) donne effet à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Toute personne au Brunéi Darussalam et tout ressortissant du Brunéi Darussalam se trouvant en dehors du pays qui contrevient aux articles 3, 4, 5, 6, 7 ou 8 de ce décret se rend coupable d'une infraction et est passible d'une amende

d'un montant maximum de 100 000 dollars du Brunéi, ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée ne dépassant pas cinq ans, ou des deux à la fois.

49. Le Code pénal du Brunéi Darussalam réprime également les infractions visées dans les conventions et protocole ci-après :

- a) La Convention internationale contre la prise d'otages;
- b) Le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale;
- c) La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif.

Veillez indiquer si le Brunéi Darussalam a présenté des rapports à d'autres organisations chargées de veiller au respect des normes internationales et s'il a pris des mesures pour se conformer aux pratiques optimales, aux codes et aux normes établis au niveau international qui ont un lien avec la mise en œuvre de la résolution 1373.

50. Le Brunéi Darussalam ne présente pas de rapports ayant trait à la mise en œuvre de la résolution 1373 à d'autres organisations.

51. Par ailleurs, par l'intermédiaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), du Forum régional de l'ASEAN et d'autres instances de coopération régionale, le Brunéi Darussalam participe à des projets, programmes, séminaires et ateliers conjoints qui l'aident à se conformer aux normes internationales relatives à la lutte contre le terrorisme dans le domaine du maintien de l'ordre et à se doter d'un cadre juridique approprié.

B. Assistance et conseil

Veillez indiquer les domaines dans lesquels une assistance ou des conseils pourraient être utiles au Brunéi Darussalam pour l'aider à mettre en œuvre la résolution, ou tout domaine dans lequel le pays pourrait être en mesure de fournir une assistance et des conseils à d'autres États.

52. Le Brunéi Darussalam souhaiterait bénéficier de programmes de renforcement des capacités et d'une assistance technique, ainsi que d'une formation spécialisée dans les domaines ci-après :

- i) Confiscation d'avoirs et techniques d'identification de l'origine des avoirs et des fonds liés à des activités terroristes;
- ii) Analyse de transactions douteuses;
- iii) Surveillance des services parallèles d'envoi de fonds et moyens de remédier aux problèmes posés par ces services.